Sur la situation révolutionnaire du Rojava (Kurdistan syrien)

Rojava ou Kurdistana rojava (littéralement Kurdistan occidental) est le nom kurde du Kurdistan syrien. Les révolutionnaires du monde entier devraient s'intéresser à ce territoire dirigé par le parti kurde PYD (Parti de l'union démocratique), affilié au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, qui agit depuis des décennies parmi les Kurdes de Turquie). Depuis l'été 2012, pendant que l'obscurantisme gagnait la rébellion syrienne, un processus révolutionnaire s'y est développé, avec une réelle participation populaire. Il se joue à la fois la défense des droits nationaux des Kurdes, mais aussi une tentative de gestion collectivisée de certaines ressources. Il s'agit aussi d'examiner la politique menée par le parti qui dirige ce processus.

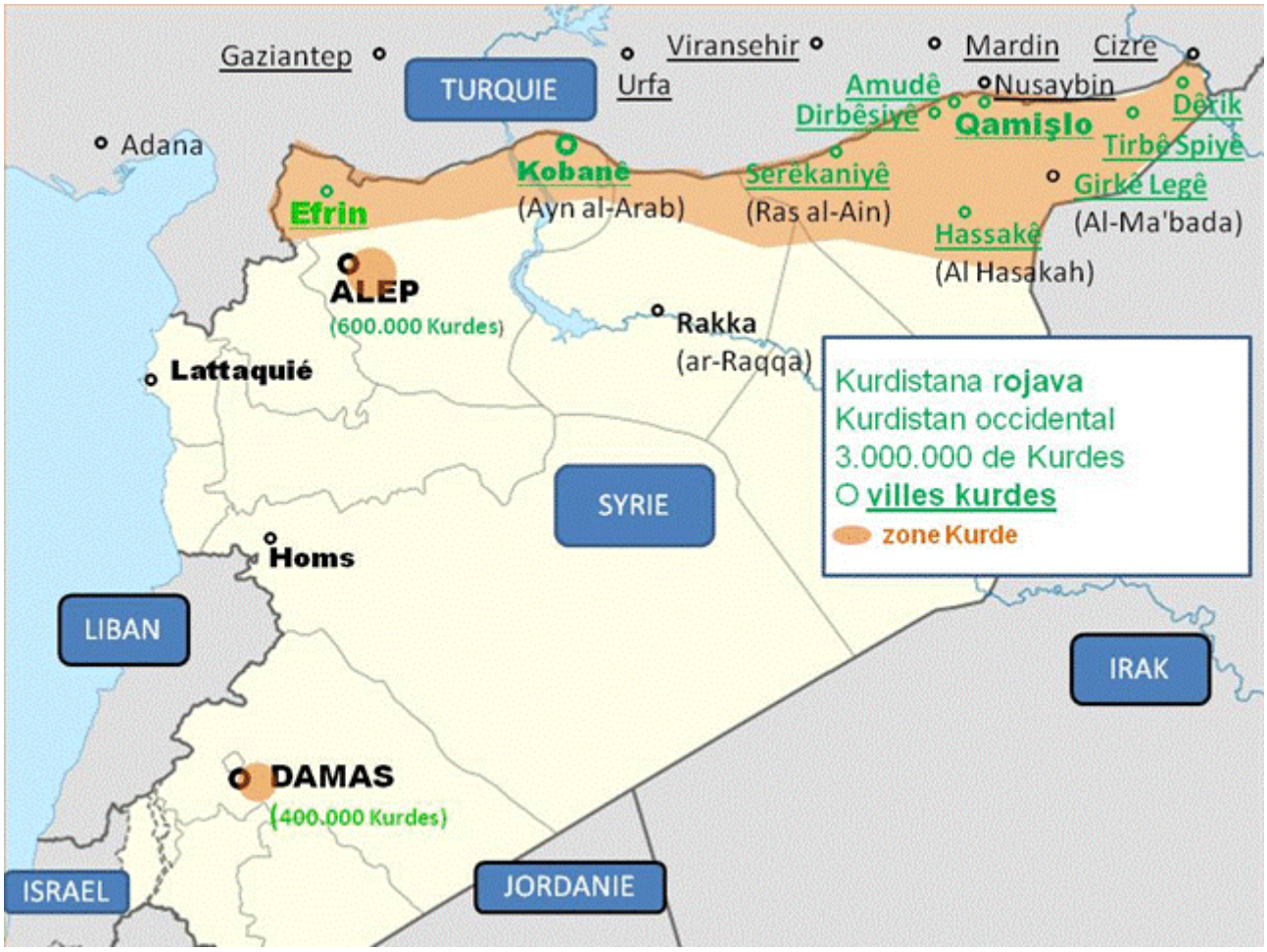
Mais que sait-on de ce qu'il se passe au Rojava ? Que sait-on de ce processus révolutionnaire qui se développe en pleine guerre civile, aujourd'hui confronté à la fois aux forces de l'État islamique (« Daesh ») et du régime d'Al Assad, ainsi qu'à un chômage de masse, à un afflux de réfugiés et à un embargo total par la Turquie ? A-t-on entendu parler des femmes guerrières des YPJ (Unité de défense des femmes) dont la bravoure et l'héroïsme ont maintes fois retenti au cours des combats sanglants qui les opposent régulièrement aux djihadistes ? Sait-on qu'elles représentent 40% des forces combattantes de l'armée kurde ? A-t-on entendu parler des trois cantons kurdes, Kobani, Efrin et Cizîre, chacun dirigé par un parlement élu et doté de ses institutions propres ? Sait-on que les Kurdes syriens ont inscrit dans leur constitution les droits humains et les libertés comme valeurs suprêmes ? A-t-on entendu parler de la coprésidence entre femmes et hommes dans les autorités populaires ?

S'il a été légèrement percé au moment de l'attaque de Daesh contre lui, le silence sur le Kurdistan syrien est singulier. Les partis de gauche français, notamment, n'ont pas parlé de ce qu'il s'y passait, pas même quand les Kurdes subissaient les attaques de forces anti-Assad présentées en outre parfois comme des « révolutionnaires ». Et pourtant, il y a bel et bien, au Rojava, un processus révolutionnaire en cours, mû par la révolte d'opprimé-e-s qui, à l'occasion de la guerre civile généralisée en Syrie, essaient de reprendre en main leur destin.

Après avoir présenté les grandes lignes de l'histoire du peuple kurde, de ses origines millénaires à la création du PKK, sur lequel nous nous arrêterons un moment, puis exposé la situation géopolitique actuelle du Kurdistan, nous retracerons la genèse du processus révolutionnaire kurde en Syrie, de la progression militaire des Kurdes à l'adoption de leur constitution, nous étudierons les facteurs explicatifs et décrirons le fonctionnement concret du système autonome démocratique du Rojava. Après quoi

nous procéderons à un examen critique de ce processus révolutionnaire, des difficultés auxquelles il est confronté à ses limites politiques.

Zone de peuplement kurde établie en 1986 (source Wikipédia)



Zone de peuplement kurde en Syrie (source Actukurde)

Une histoire riche et très ancienne

Les Kurdes appartiennent au groupe des peuples iraniens (vaste groupe dans lequel on retrouve aussi, outre les Perses, les Arméniens et les Hazaras par exemple). L'histoire du peuple kurde est très ancienne. Une religion kurde monothéiste, le yézidisme, fait ainsi remonter son calendrier à 6 764 années, c'est-à-dire à 990 ans avant le calendrier juif, à 4 750 ans avant le calendrier chrétien et à 5 329 années avant le calendrier musulman (le calendrier yézidi étant donc aussi plus ancien que les calendriers chinois et hindou).

Les Kurdes font aussi partie des premiers peuples de la Mésopotamie, le plus ancien foyer de civilisations ayant inventé l'écriture[1]. L'un des peuples anciens desquels les Kurdes descendent est celui des Mèdes. Selon Hérodote, les Mèdes bâtirent un immense empire au Moyen-Orient au 7e siècle av. J.-C. Le manque de sources historiques permet difficilement de dresser un tableau précis de ce peuple qui côtoya les Perses et les Assyriens de l'Antiquité[2]. Les Mèdes sont néanmoins connus pour s'être distingués par leurs exploits guerriers et leurs places fortes[3].

Au Moyen-Âge, les Kurdes formaient de petits royaumes dans les montagnes. Jusqu'au jour où Saladin, un Kurde sunnite, renverse la dynastie des Fatimides chiites qui dominait l'Égypte et fonde en 1171 sa propre dynastie des Ayyoubides qui intégrera les royaumes kurdes à ses nouvelles possessions. Celle-ci régnera sur ces terres jusqu'à ce qu'en 1250, les Mamelouks, membres d'une milice formée d'esclaves affranchis alors à son service, la détrônent, instaurant une dynastie non-héréditaire qui continuera de dominer la région jusqu'à sa défaite en 1517 face à l'Empire ottoman[4].

Le 13e siècle est aussi celui des invasions mongoles. Les Mongols dévastèrent le Moyen-Orient et mirent fin à l'âge d'or du monde musulman : en 1258, ils ravagent Bagdad, capitale du califat abbasside, rasant la ville et exterminant tous ses habitants, au nombre estimé à 1 million. Les Kurdes vont subir le courroux mongol de plein fouet. Beaucoup des chefs kurdes eurent la tête coupée.

Au cours des trois siècles qui suivirent, les Kurdes établirent des principautés. Mais toutes finiront par être annexées par l'Empire ottoman. La domination répressive des Kurdes par l'Empire ottoman, lequel durera plus de six siècles, commença très tôt. Ont ainsi été retrouvées des traces de la répression ottomane contre les Kurdes datant du 17e siècle, notamment contre les Kurdes yézidis, qui virent alors nombre de leurs villages brûler. Il y eut aussi au cours de ce même siècle la terrible répression par les forces ottomanes de la révolte de Rozhiki, une révolte des Kurdes contre les Ottomans : celle-ci finit dans le sang, ces derniers faisant preuve d'une très grande cruauté dans l'écrasement du soulèvement[5].

Les Kurdes subiront aussi maintes spoliations et déportations, les différents empires les

poussant à l'exode pour écraser leur culture ou pour répondre à des objectifs stratégiques. Ce fut déjà le cas au 16e siècle lors des longs affrontements entre Safavides chiites et Ottomans sunnites qui se déroulaient sur leurs frontières fortement peuplées de Kurdes. La bataille de Dimdim, en est une impitoyable illustration avec le massacre des Kurdes de la région par les Safavides persans et leur remplacement par des colons turcs[6].

Le 19e siècle voit consécutivement l'annexion de la dernière des principautés kurdes par l'Empire ottoman et l'émergence du nationalisme kurde. Plusieurs insurrections eurent lieu sur le territoire ottoman, les revendications d'indépendance devenant exigences nationalistes lors de l'insurrection de 1880, en réplique à laquelle le sultan ottoman manœuvrera en offrant des postes de pouvoir à des nobles kurdes.

Après la première guerre mondiale, l'Empire ottoman est démantelé sur la base des accords secrets franco-britanniques Sykes-Picot et du traité de Sèvres. Cela débouche sur la guerre d'indépendance turque : de la victoire du nationaliste Atatürk contre le sultanat et toutes les puissance occidentales qui voulaient transformer la Turquie en colonie à l'avènement de la République de Turquie, en 1923. Les kémalistes, qui défendent les principes d'Atatürk, vont poursuivre la politique des « Jeunes-Turcs », qui avaient organisé le génocide arménien : expulsion des Kurdes, des Arméniens et des Assyriens de leurs terres ancestrales. Le résultat sera pour le peuple kurde en particulier de se voir éclaté sur quatre entités étatiques : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie[7].

Histoire récente des Kurdes

Deux États kurdes, la République d'Ararat en 1927, soutenue par la Grande-Bretagne contre l'État turc, et la République de Mahabad de 1946 en Iran furent rapidement défaits et les politiques répressives à l'encontre des Kurdes menées pendant la première guerre mondiale perdureront au delà de la seconde.

Avec 35 à 40 millions de personnnes, les Kurdes constituent le plus grand groupe ethnolinguistique sans État (les Palestiniens étant, à titre comparatif, environ 11 millions).

En Turquie, la communauté kurde représente entre 15 et 20% de la population. Une politique d'assimilation forcée s'y engage dès 1923 : la langue kurde est interdite, l'État turc allant jusqu'à en nier l'existence ; toute revendication culturelle, d'autonomie ou d'indépendance est sévèrement réprimée.

En Syrie, la communauté kurde représente environ 10% à 15% de la population. A l'indépendance de la Syrie, en 1946, l'armée syrienne était dirigée par des minorités ethniques et religieuses, dont les Kurdes – héritage du mandat français sur la Syrie de 1920, la France pensant alors s'assurer la loyauté de l'armée en donnant la direction à des minorités effrayées par la menaçante majorité arabe sunnite. Les premières années

d'indépendance furent jalonnées par une série de coups d'État, dont trois furent menés par des généraux kurdes. En 1963, le Parti Baas prend le pouvoir. Il mène alors une politique d'arabisation forcenée contre les Kurdes : interdiction de la langue kurde, interdiction des entreprises ne portant pas un nom arabe, remplacement des noms de lieux kurdes par des noms arabes, destruction systématique des ouvrages écrits en kurde… Le Parti Baas ira jusqu'à déchoir 300 000 Kurdes de la nationalité syrienne.

En Irak, la communauté kurde représente entre 15% et 20 % de la population. Les Kurdes irakiens ont mené des luttes contre les différents régimes qui se sont succédé à partir des années 1960. Mustafa Barzani, ancien ministre de la Défense de la République de Mahabad et père de Massoud Barzani, l'actuel président du Kurdistan irakien, va tenir tête aux différents régimes avec les Peshmergas (combattants kurdes, littéralement « ceux qui bravent la mort »). La résistance en question est nationaliste et conservatrice. Elle est d'ailleurs soutenue, dans un premier temps, par l'Iran. Les Kurdes irakiens sont en outre divisés politiquement. En 1975, après les accords d'Alger, une scission éclate au sein du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) entre le PDK des Barzani père et fils et ce qui va devenir l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) qui sera membre de l'Internationale socialiste. Cette même année, Saddam Hussein lance un programme d'arabisation autour des champs de pétrole et chasse 200 000 Kurdes (en majorité de la ville de Kirkouk).

En Iran, la communauté kurde représente entre 10% à 15% de la population. Jusqu'à la révolution iranienne, les Kurdes subiront là aussi une politique d'assimilation : enseignement de la langue kurde interdit, partis kurdes interdits[8]. Après la révolution islamique, un conflit entre les Kurdes et les ayatollahs éclata. Trois ans de conflits, de 1979 à 1982, auront raison de plusieurs milliers de Kurdes se battant pour leur autonomie et parfois leur indépendance.

Naissance et évolutions du PKK

C'est dans ce contexte d'intensification des politiques d'oppression du peuple kurde que naît, en 1978, en Turquie, où il agira principalement, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le plus connu des membres fondateurs est Abdullah Öcalan.

Le PKK n'est pas un parti communiste révolutionnaire. À sa fondation, le PKK se revendique du « marxisme-léninisme », avec une filiation maoïste, et du nationalisme kurde. Il est financé notamment par Moscou. Un véritable culte de la personnalité est organisé autour d'Öcalan. En effet, comme l'écrivait Machiavel, *« il n'y a pas de meilleure forteresse que l'affection du peuple »*. Son orientation n'est pas fondée sur l'objectif immédiat d'une révolution ouvrière socialiste : si elle intègre des revendications démocratiques et sociales, elle se ramène pour l'essentiel à l'idée que, pour se libérer, le peuple kurde doit avoir un État indépendant et pour cela mener une lutte armée sous la forme d'une guérilla.

Entre les premières arrestations de membres du PKK auxquelles procèdent les forces

de sécurité turques dès 1979 et le coup d'État militaire de 1980 qui poussera toute l'opposition à fuir la Turquie, Abdullah Öcalan trouve refuge en Syrie en passant par Kobani. En 1981, le PKK crée un camp d'entraînement au Liban. En 1984, il fonde les HRK (Unité pour la libération du Kurdistan) qui deviendront l'ARGK (Armée populaire de libération kurde). Tout au long des années 1980, celles-ci mèneront une guerre sanglante contre l'État turc. Elles enregistreront de nombreux succès. Avec la prise de villes et de villages notamment, l'organisation acquiert en outre une expérience de gestion.

Mais le PKK connaît par la suite de longues heures sombres : la chute de l'URSS, qui le finançait ; son inscription par les États-Unis sur leur liste noire des organisations terroristes et le soutien matériel de ces derniers à l'armée turque ; l'expulsion d'Öcalan de Syrie, puis sa capture au Kenya en 1999 avec l'aide des services secrets turcs, américains et israéliens et sa détention depuis lors dans l'île-prison d'Imrali en Turquie (Öcalan en est le seul prisonnier ; son incarcération représente un coût de 70 000 euros par jour[9]). Les politiques d'oppression contre le PKK ne cesseront de s'amplifier. L'organisation se voit taxer de trafic d'héroïne et sanctionner financièrement par le gouvernement Bush en 2008, tandis que les maints appels au cessez-le-feu lancés par Öcalan restent lettre morte, chaque fin de non recevoir d'Ankara entraînant de nouveaux affrontements (un reportage d'Arte résume bien la situation en 2007[10]).

Ces années 1990 puis 2000 marquent profondément l'organisation. Cela va se ressentir dans une série de changements d'orientation, que l'on retrouve à ce moment-là dans beaucoup d'organisations de la même filiation politique : le PKK abandonne officiellement le « marxisme-léninisme » et le « centralisme démocratique » en 2003. Le PKK annonce en outre sa volonté de mettre fin à la lutte armée dès 2001. Il devient proche de l'Internationale socialiste, dont la branche légale du PKK turc, le BDP (Parti pour la paix et la démocratie) devient observateur. Tout cela accompagne un changement radical d'orientation : le PKK renonce à l'objectif de l'indépendance, se ralliant à la revendication de l'autonomie, et il s'engage dans une stratégie de négociation avec l'État turc. Et pourtant, jusqu'à ce jour, la Turquie n'a procédé qu'à de maigres réformes, celles-ci n'allant que dans le sens d'une reconnaissance de la langue kurde, dont l'enseignement n'est en outre tolérée que dans des instituts privés.

La guerre entre le PKK et le gouvernement turc a fait 45 000 morts. Plus de 3 000 villages kurdes ont été purement et simplement rayés de la carte par l'armée turque. En contraignant nombre de villageois kurdes à lutter contre la guérilla du PKK, l'État turc a de plus créé une véritable fracture au sein de la population kurde.

Il n'empêche que le PKK joue un rôle central, en particulier dans le conflit syrien. Le PKK est très ancré dans le Kurdistan. Il est considéré par la plupart des Kurdes, en particulier en Turquie et en Syrie, comme leur représentant légitime. « Apo » jouit auprès d'eux d'une popularité inouïe. Après plus de 30 ans de guérilla contre l'armée turque, la deuxième armée de l'OTAN en effectifs, le PKK est largement préparé à la guerre et ses cadres sont bien entraînés. Le PKK est préparé politiquement à

l'administration des villes aussi bien à un niveau national que local. Enfin, le PKK a mené depuis les années 1990 une politique originale d'intégration massive des femmes au parti et à la lutte armée, la libération des femmes étant conçue comme « une révolution dans la révolution »[11].

Les rapports de force au Kurdistan

L'évolution de la situation est extrêmement rapide. Ce que nous écrivons aujourd'hui peut grandement changer dans les mois, voire les semaines qui viennent.

En Iran, si aujourd'hui la culture kurde n'est plus interdite et s'exprime assez librement (dans les limites permises par les ayatollahs), régulièrement des militants kurdes sont torturés, assassinés ou exécutés par pendaison. L'idée d'une plus grande autonomie voire d'une indépendance a gagné de plus en plus d'esprits dans cette communauté de 9 millions d'habitants. En 2005, un soulèvement de la communauté kurde, qui dura 6 semaines, est finalement réprimé. Mais le communautarisme kurde demeure particulièrement fort, du fait notamment que la plupart des Kurdes sont sunnites, en opposition donc au pouvoir chiite de Téhéran. De plus, le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan, branche iranienne du PKK, mène une guérilla contre le pouvoir depuis 2004. Malgré plusieurs échecs et récemment une vaine tentative de cessez-le-feu, son influence se renforce dans la communauté kurde[12].

En Turquie, le PKK est en pleine expansion. Malgré des fraudes aux élections municipales de mars 2014, le BDP (Parti pour la paix et la démocratie), branche légale du PKK, a progressé en remportant plus de 100 mairies. À l'élection présidentielle du 10 août 2014, devenu HDP (Parti démocratique populaire)[13], il présente comme candidat Selahattin Demirtaş, ex-coprésident du BDP, défendant un programme aligné sur des positions démocratiques, mais perçu comme radicales par l'ensemble de la population (étant donné le caractère très autoritaire et réactionnaire de l'État turc dirigé par des islamistes dits « modérés », vassaux de l'impérialisme états-unien). Selahattin Demirtaş a ainsi défendu une orientation anti-cléricale en proposant de supprimer l'obligation des cours religieux à l'école, promu une politique de lutte contre les discriminations et une plus grande décentralisation (à entendre comme devant aller vers la reconnaissance de l'autonomie des Kurdes), avec la création de conseils et d'assemblées locaux. Il a défendu le droit des femmes et des LGBTI[14]. L'écologie occupe également une bonne place dans le programme du HDP. Quant à son programme économique, il repose sur une politique anti-néolibérale extrêmement légère. À cette élection, qui était d'une grande importance ce parti pro-kurde voulant devenir un parti d'envergure nationale. Dermirtas a obtenu près de 10% des voix, le HDP progressant ainsi très nettement par rapport aux élections municipales.

Le HDP a aussi lancé une campagne de dénonciation du parti d'Erdogan, l'AKP (Parti pour la justice et le développement) et du soutien apporté par ce dernier aux djihadistes de Daesh[15]. En mars 2014, « Apo », le HDP et le KCK (Koma Civakên

Kurdistan, organisation kurde affiliée au PKK soutenant notamment le Kurdistan syrien[16]) ont appelé à la mobilisation pour défendre Kobani, un canton kurde de Syrie, qui était sous les attaques des djihadistes. En juillet 2014, plus de 800 Kurdes de Turquie ont alors, en quelques jours, traversé la frontière pour rejoindre les rangs de l'armée kurde de Syrie, les YPG (Unité de défense du peuple)[17]. Depuis, beaucoup d'autres ont fait de même pour contrer l'offensive de Daesh, avec finalement, *in extremis,* des succès militaires en novembre.

En Irak, la situation évolue très rapidement. Dans les années 1980, de sanglants combats eurent lieu entre les Kurdes et les forces armées de Saddam Hussein. En septembre 1988, les opérations Anfal[18] ordonnées par Saddam Hussein causèrent la destruction de 2 000 villages kurdes et la mort de 180 000 Kurdes, avec notamment l'utilisation d'armes chimiques. En 1991, à la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes se soulèvent de nouveau. Cette fois, après des combats d'une grande violence, ils parviennent à rester maître d'une partie du Kurdistan, qui devient de facto autonome, sous le contrôle des Peshmergas de l'UPK et du PDK. Mais, durant les années 1994, 1995, 1996, ces derniers vont s'entre-tuer : l'UPK sera assisté par le PKK, tandis que le PDK n'hésitera pas à s'allier à Saddam Hussein[19]. Cette alliance permettra au PDK de prendre le dessus et de chasser l'UPK d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. En 1996 cependant l'UPK reprend le contrôle de la province de As-Sulaimaniyya. En 2002, le PDK et l'UPK forment une alliance de circonstance, juste avant l'intervention états-unienne. Le PDK va applaudir l'arrivée, en 2003, des troupes états-uniennes allant jusqu'à la célébrer par des fêtes. Le Kurdistan étant mis sous embargo par le régime de Saddam Hussein depuis 1991, une partie des Kurdes vit l'arrivée des États-Unis comme une force de libération.

Barzani va beaucoup gagner de l'intervention des États-Unis : la création d'un État fédéral en Irak, et par là-même la reconnaissance du parlement d'Erbil qui existait de fait depuis 1991. Ceci lui permettra de renforcer sa mainmise sur le Kurdistan. Depuis 2005, le Kurdistan irakien a son propre président élu et ses propres institutions, mais il s'agit d'un État dominé, totalement vassal des Etats-Unis, dont il est un bras armé dans la région. Les États-Unis financent, entraînent et arment les Peshmergas qui soutiennent les forces de la coalition dans un grand nombre d'opérations et font la loi dans le nord de l'Irak. Aujourd'hui les Peshmergas sont forts d'une armée de plus de 200 000 hommes et femmes, bien équipé-e-s et bien entraîné-e-s, et récemment préparé-e-s au maniement des armes lourdes. Depuis 2011, ils sont devenus une force militaire de premier plan dans la région, les guerres d'Irak ayant considérablement renforcé leurs capacités combatives. L'autonomie du Kurdistan irakien est telle que plusieurs consulats installés à Erbil, comme ceux de la Turquie ou de la France, y font office d'ambassades[20]. Le gouvernement kurde a même signé, sans l'autorisation de Bagdad, un accord d'exportation de son pétrole avec la Turquie[21].

Au cours de ces dernières années, les tensions entre les gouvernements de Bagdad et d'Erbil n'ont cessé de s'accroître. Soutenu par les États-Unis, l'Iran et la Russie, le chiite Nouri al-Maliki, premier ministre irakien de 2006 à 2014, a mené dans le pays,

composé d'Arabes chiites à hauteur de 60 à 70%, une politique de répression très violente envers les minorités arabe sunnite (dont faisait partie Saddam Hussein) et kurde sunnite, qui représentent respectivement 15 à 20 % de la population, ainsi que les minorités kurde chiite, kurde yésidie, arabe chrétienne (qui représentait environ 3% de la population avant la guerre de 2003), turkmène multiconfessionnelle… Profondément sectaire et décidé à faire savoir qui sont les nouveaux maîtres du pays en tirant sur les sunnites et en refusant de payer les salaires des fonctionnaires kurdes, Nouri al-Maliki a accentué les tensions territoriales arabo-kurdes.

A ceci, se sont ajoutés une intervention militaire de la coalition qui a tourné au fiasco, des affrontements avec cette dernière de milices radicales chiites comme l'armée du Mahdi (longtemps dirigée par Moqtada al-Sadr), des attaques menées par des rebelles baasistes issus de l'armée de l'ancien régime irakien dissoute par les Américains, des ingérences des puissances régionales, une guerre civile très meurtrière dans un pays voisin, la Syrie, où des Irakiens se battent dans les deux camps. Le résultat en est une guerre horrible. Plongeant ses racines dans les ingérences étrangères aggravée par des problèmes sociaux, économiques, confessionnels et ethniques internes, cette guerre a abouti à une partition de fait du pays.

Dans ce contexte, les avancées fulgurantes de l'État islamique et des insurgés sunnites depuis la prise de Mossoul n'ont rien de surprenant. Les cartes parlent d'elles-mêmes : les Kurdes d'Irak n'ont presque plus de frontières avec Bagdad, à ces frontières s'étant substituées celles avec l'État islamique et les insurgés sunnites[22]. Ce séisme n'est que le point final d'une politique qui devait inévitablement conduire à la partition. Les Kurdes irakiens marchent naturellement vers l'indépendance tant rêvée après toutes ces années de stigmatisations, d'oppressions et de massacres.

La décomposition du régime irakien est logique. Mais les États-Unis ne peuvent pas la laisser aller jusqu'à son terme. D'où son intervention pour protéger Bagdad et donner le temps aux forces irakiennes pour se recomposer. Les Peshmergas ont pris le contrôle total de vastes territoires dont Kirkouk, la ville la plus vivement disputée avec le gouvernement central. Ils auraient augmenté de 40% les territoires sous leur contrôle à l'occasion de l'assaut de l'État islamique[23]. Aujourd'hui, le président Barzani continue de chercher à négocier l'indépendance du Kurdistan irakien. Une telle « indépendance » obtenue par une négociation avec Washington et Ankara ne peut être que formelle. Une indépendance véritable ne peut être conquise qu'en lutte contre l'impérialisme.

En Syrie, Rojava prend une importance grandissante. C'est le territoire le plus faiblement peuplé du Kurdistan avec seulement 3 millions de Kurdes sur un territoire éclaté en 3 enclaves : Kobani, Efrin et Cizîre (gouvernorat de Hassaké). En dépit de sa politique anti-Kurdes, la Syrie avait accueilli Abdullah Öcalan dans l'idée de déstabiliser la Turquie avec qui elle connaît des différends sur des questions territoriales et de gestion de l'eau[24]. Elle finit par expulser Öcalan en 1998, mais la présence de ce dernier sur le territoire syrien durant une longue période allait avoir un

impact sur les Kurdes syriens. En 2003, est fondé le PYD (Parti de l'union démocratique), branche politique du PKK en Syrie, qui jouit d'une certaine autonomie. En mars 2004, à la suite de répressions, se forme ce qui deviendra les YPG, branche armée du PYD, qui s'officialiseront en juillet 2012[25]. Comme le montre déjà le soulèvement kurde de 2004 à 2006, notamment, le Kurdistan syrien ne sera pas inactif.

Le processus révolutionnaire au Rojava

La progression de la résistance kurde

Au début du soulèvement syrien, les Kurdes faisaient partie de la rébellion contre le clan Assad, au même titre que ses autres composantes, comme le montre la participation, en 2011, de trois partis kurdes à l'opposition syrienne[26]. Leur autonomie commence quand une révolte dans la révolte éclate le 19 juillet 2012 : les Kurdes se soulèvent contre les troupes gouvernementales et, dans le chaos de la guerre civile, commencent à y établir leurs propres institutions. Dans cette situation, Assad préfère retirer ses troupes de Kobani pour se concentrer contre l'ASL (Armée syrienne libre) et les islamistes, qui lui semblent les ennemis principaux. En même temps, la mobilisation populaire et militaire des Kurdes gagne le gouvernorat de Hassaké et la région d'Efrin, et ceux-ci à leur tour tombent entre les mains des YPG. À Alep, la capitale économique, le quartier de Cheikh Maqsoud est tenu fermement par les Kurdes qui continueront de le tenir héroïquement face au régime puis plus tard face aux islamistes et à leurs alliés de l'ASL (un reportage tourné en 2013, « Syrie, dans l'enfer d'Alep », décrit notamment la situation dans ce quartier de la ville[27]).

Tel est le début de l'affirmation du mouvement kurde et de son autonomie vis-à-vis des autres composantes de la rébellion. Elle conduit de fait à la construction d'une quasi-indépendance politique du Kurdistan syrien. En effet, une fois les régions kurdes libérées du joug d'Assad, partiellement ou complètement, le PYD a commencé à structurer la société kurde en mettant en place un système d'assemblées locales protégées par les célèbres milices kurdes des YPG (Unité de défense du peuple) et des YPJ (Unité de défense des femmes, qui forme une armée autonome au sein des YPG). Les Kurdes ont alors commencé à poser les premières pierres de leur État confédéral, avec une constitution démocratique, la création d'un système de protection sociale avancé et l'instauration d'un certain mode d'autogestion locale qui permet une certaine participation populaire à la prise de décisions démocratique[28].

L'été 2013 fut un tournant d'une brutalité sans précédent. Suite à l'agression de femmes des YPJ par des djihadistes du Front Al-Nosra, branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie, au motif qu'elles ne portaient le voile, puis à l'enlèvement, toujours par Al-Nosra, de 200 civils kurdes (au total, 700 Kurdes seront enlevé-e-s[29]), un conflit d'une violence inouïe éclate entre les YPG et Al-Nosra. Le Front Al-Nosra sera rejoint par les djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant soutenu par la Turquie, par le Front islamique, composé d'islamistes et de salafistes djihadistes financés par les

pétrodollars du Golfe wahhabite, qui à l'époque est de loin le plus puissant des groupes rebelles, par une partie de l'ASL (Armée syrienne libre), ainsi que par de nombreuses tribus, tous unis contre les autonomistes kurdes.

S'agissant des YPG, en dehors de l'aide que leur ont apportée la brigade kurde Jabhat al-Akrad[30], les petites forces du Conseil national syriaque[31] et quelques tribus arabes (ces derniers soutiens montrant en outre que le conflit se situe au delà d'un conflit communautaire), ils n'ont dû compter que sur eux-mêmes. La situation est d'autant plus périlleuse pour les YPG, que leurs rapports avec les dirigeants du Kurdistan irakien sont très mauvaises, que les différents territoires kurdes sont tenus sous embargo par la Turquie et que l'aide humanitaire n'atteint pas les zones kurdes[32]. Le Kurdistan syrien est seul, minoritaire et au bord du gouffre.

Mais il y a des moments dans l'histoire où la détermination d'un peuple change les règles d'un conflit : ce qui était impossible la veille devient réalité le lendemain. C'est ce qui s'est passé à Sêrêkaniyé en juillet 2013 : après des jours de combats acharnés, cette ville tomba entre les mains des YPG-YPJ[33]. Cette ville frontalière de la Turquie présente un positionnement stratégique d'importance. La prise de la ville a mis fin à d'importants ravitaillements fournis par la Turquie aux rebelles anti-Kurdes, généralement des islamistes et des djihadistes. Le ravitaillement coupé, les YPG ont lancé une série d'offensives décisives depuis cette position stratégique. La victoire revêt aussi un caractère symbolique fort : une ville a été arrachée aux islamistes, djihadistes et leurs alliés de l'ASL, bien mieux équipés, numériquement plus nombreux et soutenus par les grandes puissances internationales et régionales. La victoire des YPG a eu un retentissement d'importance dans le pays. Le commandant général kurde, Sipan Hamo, qualifia cette victoire de « Stalingrad de Rojava »[34].

Les différentes offensives kurdes ont conduit à un recul du regroupement anti-YPG sur tous les fronts, en particulier dans le gouvernorat de Hassaké[35]. Le bilan est lourd pour les adversaires des YPG : les mois suivants, les victoires s'enchaînent ; 5 villes, 6 districts et plus de 120 villages sont pris jusqu'en décembre 2013[36]. Les gains en seront de nombreuses zones pétrolifères, dont les Kurdes avaient déjà en grande partie le contrôle (en mai 2013, le PYD disait que les Kurdes contrôlaient 60% du pétrole syrien), ainsi que des postes frontières avec l'Irak[37]. Du point de vue humain, le bilan est impressionnant : en 2013, les YPG auraient tué près de 3 000 islamistes et assimilés, fait 587 prisonniers de l'EIIL (État islamique en Irak et au Levant), récemment rebaptisé État Islamique) et du front Al-Nosra ; les pertes du régime syrien seraient de 376 combattants et de près de 800 prisonniers. Les YPG, quant à eux, auraient perdu 379 combattants et combattantes. La quantité de matériels saisis est significative : 12 chars, 7 panzers, 68 canons anti-aériens, 240 véhicules dont 43 militaires, 27 obusiers et 2 pièces d'artilleries lourdes de 122 mm ainsi que des milliers d'équipements militaires, de très nombreux fusils et munitions[38].

Autre fait majeur, mais que les YPG n'ont pas toujours mis en avant : le lancement de leur propre production de véhicules blindés, parfois artisanale (comme on peut le voir

dans certaines vidéos sur internet[39]). Ces blindés donnèrent un avantage décisif aux YPG[40]. Les forces militaires des YPG atteignaient en octobre 2013, d'après les déclarations du leader de l'armée kurde, le nombre de 35 000 hommes et femmes[41], 40% de ces forces étant des combattantes[42]. L'YPG a formé cinq bataillons de femmes, un bataillon arabe en août 2013[43] ainsi que deux académies militaires. Leurs alliés du Conseil national syriaque et du Front kurde (Jabhat al-Akrad) portent les forces militaires de cette coalition à environ 40 000 ou 50 000 hommes et femmes. Tandis que les effectifs du régime étaient alors de 200 000 hommes, ceux du Front islamique d'environ 50 000 à 80 000 hommes et ceux de l'État islamique de 20 000 hommes (beaucoup plus maintenant).

Toutefois, les limites des YPG vont être atteintes à la bataille de Tal Hamis en janvier 2014, où les combattants et combattantes vont subir une terrible défaite en perdant en une seule bataille 150 des leurs et plusieurs de leurs blindés[44]. Par la suite les progressions des YPG ont été plus limitées, bien que les Kurdes aient enregistré diverses petites victoires, prises de villages et de positions stratégiques comme à Tell Brak en février 2014[45].

Facteurs explicatifs de la progression du PYD

Outre le facteur militaire, les facteurs qui expliquent ces victoires, comme ces défaites, sont nombreux et ils ont le mérite de remettre sur le devant de la scène l'histoire, la culture, l'économie et surtout la politique. Les principaux facteurs sont à rechercher dans les traditions de luttes kurdes, la grande cohésion du peuple kurde et le programme proposé et appliqué par le PKK et le PYD dans une situation politique marquée par les révoltes dites du « monde arabe », qui ont permis l'émergence du Rojava.

Du facteur militaire. L'aide apportée par les cadres du PKK a été déterminante pour la victoire du Rojava. Ceux-ci ont une longue expérience militaire et de gestion dans le Kurdistan turc. Leur participation a pesé dans la balance : les Kurdes du PKK du Kurdistan nord (turc) auraient mobilisé plus de 1 000 hommes et femmes en soutien au Rojava.

Des facteurs historiques et culturels. Le peuple kurde réagit aux oppressions depuis des temps anciens. Bien que souvent défaites, les rebellions qu'il a menées l'ont marqué profondément, renforçant sa cohésion et son sentiment d'appartenance culturelle. Un exemple de cette cohésion culturelle est le nouvel an kurde : bien que réprimé dans nombre de pays, la communauté kurde l'a toujours fêté, et ce sans discontinuité, cette célébration donnant lieu à d'importants rassemblements, parfois dans des lieux tenus secrets. Dans la société kurde, le droit des femmes occupe une place importante. La politique féministe du PYD n'explique pas seule que 40% des rangs des YPG soient occupés par les femmes des YPJ. On trouve aussi des femmes combattantes parmi les Peshmergas, plutôt conservateurs, et ce dans des régions plutôt connues pour les atteintes aux droits des femmes. Il y a en effet un véritable

droit accordé aux femmes dans les traditions kurdes, par la promotion des mariages d'amour notamment. Au sein des familles kurdes, les femmes ont leur mot à dire (comme cela est facilement observable dans des reportages). Bien qu'indissociables d'un programme politique, ces facteurs culturels expliquent en partie la force dont font preuve les hommes et femmes kurdes.

Du facteur géographique. Un facteur ayant notablement facilité la révolution du Rojava est la situation géographique de cette région. Les terres occupées par les Kurdes syriens sont économiquement viables et leur positionnement est stratégique. Non seulement leur sous-sol est riche en pétrole, mais elles bénéficient aussi d'un sol et d'un climat propices à l'agriculture et à l'élevage, ce qui permet à la population d'avoir une grande autonomie. D'un point de vue stratégique, ces régions sont positionnées sur des zones frontalières avec la Turquie et l'Irak, ce qui facilite l'apport en ressources depuis l'étranger, la population faisant souvent appel à des réseaux clandestins que connaît bien le PKK. Bien qu'obtenu après plusieurs concessions faites au PDK, la construction du pont mobile de Simalka entre la frontière syrienne et l'Irak fut comme une bouffée d'oxygène pour les Kurdes syriens[46].

Du facteur politique. C'est le facteur le plus important. C'est celui qui avant tout fait du PYD une force puissante et incontournable. Le premier constat que l'on fait est que le PYD a obtenu un soutien considérable de la population. Ce soutien porté au PYD ne l'est pas seulement par la population kurde, comme le montrent le ralliement du Conseil national syriaque au PYD et la formation par ce dernier d'un bataillon arabe. Il est à noter aussi que chaque enterrement de combattant-e-s des YPG donne lieu à des manifestations de plusieurs centaines, voire de plusieurs milliers de personnes[47].

Une explication de ce soutien se trouve dans la Constitution kurde à l'élaboration de laquelle ont participé de très nombreuses organisations dont Human rights watch et qui a été adoptée en janvier 2014 après consultation par cantons (elle n'est pas traduite en français, mais elle est disponible en arabe[48] et en anglais dans l'appendice n°1 du rapport de Human rights watch, sur lequel nous revenons plus bas[49]). Bien entendu, une constitution n'est guère suffisante pour apprécier la nature d'un État et du parti qui le dirige, mais elle donne une idée de leur projet. La constitution reconnaît les droits de l'homme et les libertés des minorités ethniques et religieuses. Elle met en place un système confédéral et organise le Kurdistan syrien en trois cantons. Ces derniers ont chacun un parlement cantonal et ses propres institutions. Par exemple, le canton régional de Djezira (Cizîre, en kurde) s'est doté d'un parlement de 101 sièges, de 23 ministères et de trois langues officielles : le kurde, l'arabe et le syriaque (ce qui historiquement est une première)[50]. La constitution affirme l'égalité totale de droits entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie. Le travail des enfants est interdit ainsi que le mariage forcé et la torture. L'enseignement gratuit est un droit constitutionnel de même que le droit au logement, au travail, à la santé, aux congés de maternité. L'école primaire est obligatoire. Le tout, essentiellement élaboré par le PYD, a été largement adopté[51]. Le moins que l'on puisse dire est que cette constitution est progressiste et visiblement consensuelle.

D’un point de vue concret, comment cela fonctionne-t-il ?

Le système politique et économique est officiellement décentralisé conformément au tournant politique du PKK dans les années 1990. Il a rédigé un nouveau programme, d’inspiration très communaliste et paysanne, qui sur certains points ressemble à celle de Marinaleda[52], la part de la gestion politique et économique étant laissée en grande partie à la commune. Il part du principe établi par Öcalan dans les années 1990 et surtout 2000 (après sa lecture du libertaire Murray Bookchin qui après un passage trotskiste, fut le fondateur de l’écologie sociale). Selon le PYD, l’histoire de l’économie moderne aurait été rythmée en quatre phases : une qui débute avec la découverte des Amériques et la colonisation, une deuxième avec le *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx, une troisième avec la société de consommation et la dernière, celle que propose à présent le PKK, serait basée sur une économie sociale communale, cette politique économique devant se traduire par la création de coopératives agricoles et de petites unités de production. Pour le PKK, la première des productions, et la plus importante, est l’agriculture. Au Rojava, **les terres sont passées sous la propriété des communes.** L’assemblée locale de la commune en partenariat avec le canton développe des projets agricoles et de petites manufactures censés mettre fin au chômage. Il est à noter que ce système ne prétend pas mettre fin à la propriété privée bien que laissant un grand pouvoir à la commune dans ses partenariats économiques. En théorie ce n’est jamais un patron qui est censé exploiter directement les travailleurs, lesquels fonctionnent en principe en autogestion[53]. Il y a aussi une part importante laissée à la planification économique cantonale. Cela a permis à la population du Rojava de se procurer des produits alimentaires à des prix très bas comparativement au reste de la Syrie. Enfin, **le pétrole est passé sous contrôle du Tev-Dem, l’organisation de masse qui a été lancée par le PYD.** Des subventions sur le carburant lui ont également permis de s’en procurer à prix bas et de maintenir, voire de développer l’économie des zones kurdes largement délaissées sous le régime baasiste[54].

Selon la constitution, le système repose sur un réseau d’assemblées locales en rapport avec le gouvernement cantonal lui-même en rapport avec le gouvernement confédéral, mais, contrairement au système classique que l’on connaît, il est décentralisé à pyramide inversée[55]. Il faut souligner l’originalité de la décentralisation qui apparaît comme un système stable et homogène, contrairement à ce que l’on pourrait penser. Cette originalité remet profondément en cause l’idée que nous avons d’un système centraliste, issu du jacobinisme ou encore du « marxisme-léninisme » (c’est-à-dire du maoïsme et du stalinisme) dont le PKK se réclamait autrefois. Jusqu’à nouvel ordre, la décentralisation par le « confédéralisme démocratique » a permis au PYD de tenir et de conquérir des territoires sous embargo international et en guerre totale contre l’ensemble de la rébellion. Au lieu d’embrasser l’évolution toujours plus capitulatrice des réformistes européens, le PKK a suivi sa propre voie, fort originale. Il faut souligner tout particulièrement la mise en place d’un réseau d’assemblées populaires : même si leurs pouvoirs restent limités et que le PYD

dirige politiquement, elles semblent permettre non seulement un soutien, mais aussi une expérience démocratique très importante pour la population.

La place des femmes est primordiale et les résultats significatifs. Le PYD est particulièrement fort sur ce point-là. Il y a des quotas paritaires : les femmes et les hommes doivent être respectivement représentés à hauteur de 40% dans toutes les institutions (c'est-à-dire que sur 100 élus, il y a au minimum 40 élues femmes ou 40 élus hommes). Un système de coprésidence paritaire est en place, les « autorités populaires » sont coprésidées par une femme et un homme. Ajoutons à cela la création de « maisons des femmes », la mise en place d'institutions popularisant les idées de « libération de la femme » via lesquelles les femmes prennent toute leur place dans la société. Celles-ci sont aujourd'hui autonomes et largement investies dans la vie associative, culturelle, politique, économique et militaire du Rojava telles les YPJ, armée de femmes autonomes, représentent 40% des effectifs militaires du Rojava[56].

La place des minorités est d'une grande importance. La reconnaissance des langues minoritaires, allant jusqu'à l'officialisation du syriaque, la garantie d'accès à des postes de pouvoir réservés aux minorités, comme par exemple une représentation dans les ministères, et la garantie de pratiquer sa religion, dans le cadre d'une certaine forme de laïcité, dans des zones yézidistes et chrétiennes, ont permis un certain soutien de la part de la population ethnique opprimée. Cette politique a permis le ralliement de tribus arabes et du Conseil national syriaque au nouveau régime du Rojava. Il y a également une place accordée aux minorités politiques qui sont considérées comme représentatives à partir du moment où elles obtiennent au moins 2% des voix aux élections. Il y a aussi des sièges qui sont réservés aux « indépendants » (vis-à-vis du PYD).

La place de la jeunesse est également importante. Celle-ci s'est constituée en organisation autonome avec une branche de jeunes femmes. Les jeunes sont très représenté-e-s dans les forces des YPG et des YPJ. De plus, ils/elles constituent la majorité de la population du Rojava. Le PYD a également signé à Genève la démobilisation des enfants soldats, dont la majorité a entre 16 et 18 ans. Cette démobilisation est en cours et quasiment terminée[57].

La place de la culture est inhérente au processus révolutionnaire en cours au Rojava. Nombre d'artistes kurdes se sont mobilisés à maintes occasions, en particulier pour faire face aux attaques de l'État islamique. Les stations pro-YPG diffusent nombre de chants de soldats sur *Youtube*[58]. Une chanson est particulièrement marquante : c'est celle d'une femme des YPJ qui, tout en se faisant soigner une blessure, chante à la gloire de Kobani pour dissiper sa douleur[59]. Autre fait d'importance : le PYD cherche à préserver les sites archéologiques anciens en pleine guerre civile ! Le PYD considère l'art comme un instrument de libération[60].

La place des intellectuels comme critiques indépendants : des conférences sont organisées pour que les intellectuels prennent part au mouvement en cours au Rojava

en donnant sur ce dernier un point de vue critique[61].

La mise en place de services publics en pleine guerre civile permet d'assurer dans les régions un minimum d'entretien et de services à la population dans une situation difficile. Les afflux massifs de réfugiés rejoignant le Rojava : les autorités kurdes qui doivent gérer des problèmes sanitaires et sociaux ajoutés à un embargo[62].

La lutte contre la drogue est largement entreprise. La peur d'une généralisation des produits stupéfiants n'est pas fantasmée dans un contexte de guerre civile aussi violente que celle de Syrie. La police kurde, l'Asayish, a entrepris des campagnes de lutte anti-drogue importantes, allant jusqu'à détruire 90% des plantations de cannabis de certains cantons[63].

Quel crédit accorder aux rapports de HRW, de RSF et certains journalistes sur le Rojava ?

Il est très difficile de traiter ce point pour plusieurs raisons. La première est qu'il filtre peu de choses des zones kurdes à part ce que les agences de presses kurdes pro-PKK veulent bien montrer. La seconde est que les sources qui les critiquent sont souvent des réactionnaires dont la fiabilité est parfois limitée. La troisième est le manque de médiatisation de ce processus révolutionnaire par les médias du monde entier.

Commençons par **le rapport de Human Rights Watch (HRW)** intitulé « *Under Kurdish Rule, Abuses in PYD-run Enclaves of Syria* » sorti le 19 juin 2014[64]. Le titre annonce la couleur. La presse l'a largement relayé[65]. HRW accuse le PYD de nombreux abus : arrestations arbitraires d'opposants, maltraitances de détenus, passages à tabac, 9 opposants politiques au PYD tués ou disparus en deux ans sans véritables enquêtes menées, répression violente des manifestations dans la ville d'Amuda sous contrôle kurde ayant fait plusieurs morts, emploi d'enfants soldats dans les forces de police et de l'armée. Le rapport souligne tout de même que la constitution du Rojava comporte des avancées et que les abus sont moins nombreux dans les zones kurdes qui sont plus stables et épargnées par les combats. Il est à noter que HRW a eu accès à des prisons, des détenus et aux opposants et a échangé avec le PYD, les YPG et divers représentants des institutions du Rojava. Ces échanges sont en partie retranscrits dans le rapport.

Ces accusations sont sévères. En même temps, le PYD a répondu aux questions de HRW : la plupart des arrestations seraient justifiées par les actes des personnes ciblées et non par leur appartenance politique, élément qui n'aurait pas eu d'importance dans les choix, bien que beaucoup des détenus en question soient liés au PDK. En outre, des enquêtes seraient bien menées pour vérifier les accusations. Le PYD a reconnu que la répression des manifestions à Amuda était excessive, bien que dans un premier temps ils aient dit répondre à une agression. Le PYD affirme que la démobilisation des enfants soldats est en cours. Cette pratique est déjà interdite dans les zones kurdes, mais est

difficile à appliquer sur la ligne de front, où il est compliqué de savoir qui a l'âge légal requis…

Plus généralement, on ne saurait apprécier correctement la situation au Rojava indépendamment du contexte de guerre et d'affrontement, qui est particulièrement propice à la restriction des libertés démocratiques. De ce point de vue, la situation au Rojava semble bien meilleure que dans le reste de la Syrie. Les pillages y sont rares, les populations sont protégées, les institutions fonctionnent tant bien que mal – la justice, les médias, les services publics. Des élections se tiennent, ce qui n'est pas monnaie courante au sein de l'opposition syrienne, ni dans la région en général. Les exécutions sommaires et les tortures y sont interdites et quasi-inexistantes. De plus, il est connu que le PDK est un parti pro-impérialiste, ennemi ouvert du PKK, et qu'il n'a pas hésité à fermer l'approvisionnement venant du pont mobile de Simalka dans une situation difficile pour les populations mises sous embargo de toutes parts. Leur parole, qui a beaucoup contribué à la construction du rapport de HRW, est pour le moins à prendre avec précaution. Des ONG comme HRW peuvent intervenir sur le territoire à peu près librement. Dans un contexte de guerre civile cruelle et sanglante, c'est une performance. C'est pour cela que la façon de HRW de traiter le PYD paraît excessivement critique et même agressive. Cela rejoint de nombreuses critiques déjà faites contre HRW[66], même si les faits supposés et reprochés méritent des explications de la part du PYD.

Le rapport de Reporters Sans Frontières (RSF) va dans le même sens[67], ainsi que leurs articles[68]. RSF accuse le PYD d'avoir mis en place un « ministère de l'information ». Pour pouvoir travailler en tant que journaliste au Rojava, il faut avoir une autorisation de l'Union des médias libres instituée par le PYD. De plus, la police kurde accompagne les déplacements des journalistes, les autorités justifiant cela comme une protection compte tenu des risques d'enlèvement. RSF fait mention de nombreux témoignages de journalistes qui auraient été enlevés par les YPG ou la police kurde ou bien expulsés vers le Kurdistan irakien.

L'argumentation de RSF ne doit pas être dédaignée, mais relativisée, car elle souffre de bien des lacunes : elle s'appuie souvent sur des « journalistes » pro-PDK, et les faits rapportés ne peuvent pas être vérifiés. Le PDK a par ailleurs largement prouvé ses propres méthodes musclées et sa haine des journalistes, comme lors de la répression des médias pro-PKK à Erbil[69] dénoncée par… RSF. En revanche, de nombreux journalistes étrangers ont pu se rendre dans les zones kurdes et ils ont témoigné de leur bon accueil de la part des autorités kurdes. On peut citer des exemples comme Luis Miranda pour Arte[70], Toon Lambrechts de Knack ou encore les journalistes de l'agence Vice[71]. Tous ces journalistes occidentaux ont collaboré avec les autorités kurdes sans qu'il y ait de problème. Ces journalistes n'ont pas été enlevés ou maltraités. Pourquoi ne pas les avoir interrogés ? Il semble bien que RSF n'ait pas mené d'enquête impartiale.

Passons maintenant aux **allégations de nombreux journalistes concernant une**

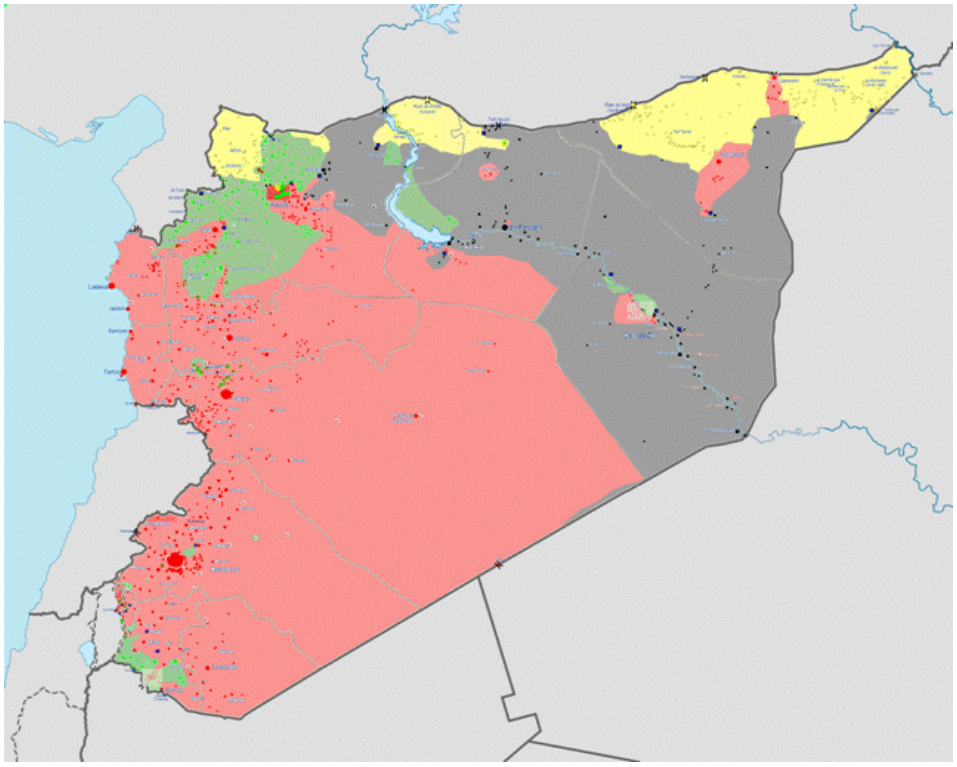
alliance de circonstance entre le PYD et le régime[72]. Le gros de l'argumentation est de dire que le régime s'est retiré des zones kurdes afin de faciliter la montée en puissance des Kurdes. Le régime aurait épargné maintes violences dans les zones kurdes. Ces journalistes s'appuient sur des témoignages de rebelles, souvent en conflit avec les Kurdes. Il est dit de plus que le cavalier seul kurde favoriserait les jeux de division auxquels s'adonne le régime du clan Assad.

Le retrait du régime des zones kurdes ne prouve pas que le régime aurait noué une alliance avec le PYD, mais s'explique d'une part par le soulèvement des Kurdes profitant de la guerre civile pour faire valoir leurs droits nationaux légitimes, d'autre part par les choix stratégiques et militaires d'Assad, favorables dans les faits à la résistance kurde. Affaibli, le régime d'Assad a, semble-t-il, fait le choix de concentrer ses forces pour lutter contre ce qui lui semble à ce stade comme l'ennemi principal, les diverses milices armées par les États du Golfe et par l'impérialisme. Il s'est donc retiré des zones kurdes. Mais on ne saurait aucunement reprocher aux Kurdes de tirer parti de cette situation pour jouer leur propre partition ! De plus, le régime d'Assad ne s'est pas retiré d'une ville stratégique d'importance en zone kurde comme Hassaké, capitale régionale du gouvernorat du même nom (Cizîre en kurde), qui abrite une des plus grandes populations kurdes. Il reste la situation particulière de Qamişlo (ou Kameshli), où les YPG ont chassé le régime des principaux lieux stratégiques de la ville comme le siège du parti Baas, mais une poche de résistance du régime y subsiste sans qu'il y ait eu l'annonce d'affrontements depuis plusieurs mois ; cependant, le fait que les YPG observent une trève pour concentrer leurs forces sur d'autres fronts ne signifie pas qu'il y a eu un accord politique.

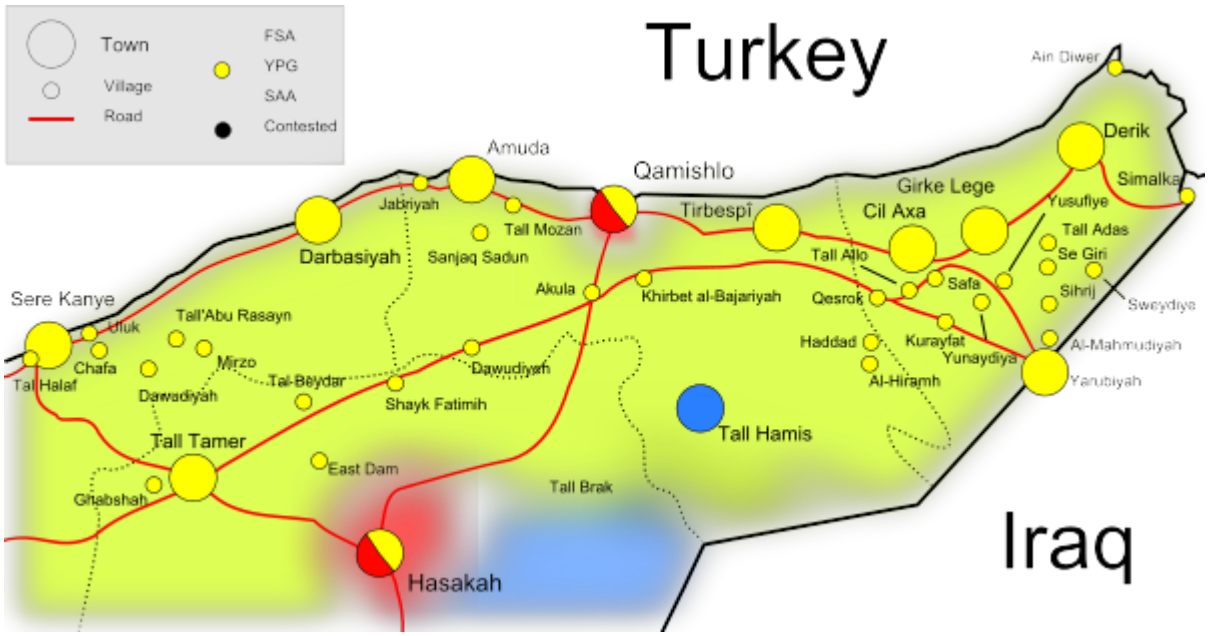
Enfin et surtout, les Kurdes n'ont nullement été épargnés par les violences du régime. Des combats d'une extrême violence se sont déroulés à Cheikh Maqsoud (quartier kurde d'Alep) où les YPG ont fait preuve de bravoure[73], alors qu'un déluge de feu s'est abattu. Si les cantons d'Efrin et de Kobani sont relativement épargnés par les combats, c'est parce que ces cantons ne sont frontaliers qu'avec des zones de la rébellion (il n'y qu'à voir une carte[74]). Pourquoi le régime irait-il bombarder des zones sur lesquelles il ne peut lancer d'assaut et où ses forces ne sont plus présentes ? Pour ce qui est du canton de Cizîre, le peu de bombardements s'explique par l'incapacité du régime à lancer un assaut sur cette région où il ne contrôle plus grand-chose et où ses forces sont principalement en position défensive.

Pour ce qui est de la division du front contre Assad qu'aurait semée le PYD, il faut rappeler que c'est le front Al-Nosra, branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie, qui a agressé des guerrières des YPJ. C'est le front Al-Nosra qui a enlevé 200 Kurdes. Après ces événements, le Front islamique, l'ASL et l'État islamique (EIIL à l'époque) se sont conjointement alliés avec le Front Al-Nosra contre le PYD dans le but d'exterminer ses partisans. Le PYD serait un facteur de division alors qu'il se défend contre la branche officielle d'Al-Qaïda et ses alliés djihadistes, islamistes aidés par les groupes dits « modérés » ? Le plus honteux est que ces journalistes ont tu l'alliance entre le Front Al-Nosra et les groupes dits « modérés » soutenus par l'Occident contre les Kurdes,

alors que l'objectif affiché de cette campagne était de massacrer les Kurdes.



*Carte issue de l'article de Wikipédia « Guerre civile syrienne », actualisée le 11 juillet 2014**[75]**. Zone rouge : sous contrôle du régime ; zone verte : sous contrôle des divers groupes armés de l'opposition ; zone grise : sous contrôle de l'État islamique ; zone jaune : sous contrôle kurde. Bien que la carte comporte des imprécisions, elle permet de mieux visualiser le conflit.*



*Situation dans le gouvernorat de Hassaké (carte issue de l'article de Wikipédia, « Guerre civile en Syrie »**[76]**). Zone jaune : sous contrôle kurde ; zone rouge : sous contrôle du régime ; zone bleue : sous contrôle de l'État islamique. Cette carte représente mieux la situation dans le gouvernorat de Hassaké que la carte générale.*

Les difficultés objectives auxquelles fait face le processus révolutionnaire du Rojava

Les difficultés auxquelles font face le PYD et les Kurdes ne sont pas des moindres et de nombreuses causes affaiblissent leurs positions géostratégiques. **Leur première faiblesse est leur manque de continuité territoriale.** Chaque enclave est frontalière de la Turquie, laquelle, étant en conflit ouvert avec les Kurdes, n'hésite pas à soutenir leurs ennemis islamistes et djihadistes[77]. L'enclave de Kobani est encerclée par l'État islamique, qui aujourd'hui assiège la ville. À Cizîre, le plus grand des trois cantons, les troupes kurdes font face à l'État islamique, au régime et aux Peshmergas du PDK (lesquels se sont retirés au début de l'été de la plus grande partie de la frontière irako-syrienne en faveur de l'État islamique).

La deuxième faiblesse est démographique. Les Kurdes syriens sont au maximum 3,5 millions sur les 22 millions d'habitant-e-s que compte la population totale de la Syrie[78]. Les régions sous contrôle du PYD comportent les populations suivantes : 1 million d'habitant-e-s à Cizîre, 500 000 à Efrin et 200 000 à Kobani, sans compter les réfugié-e-s, arrivé-e-s en masse. Ceci signifie que le PYD contrôle des régions peuplées d'1,7 millions d'habitant-e-s, en majorité Kurdes. Probablement plus avec les réfugié--s, mais ceux-ci sont rarement un atout sauf s'ils/elles s'enrôlent en masse dans les armées. On peut estimer que le PYD administre une population comprise entre 2 et 3 millions d'individus. Cela fait tout de même un regroupement assez homogène et très puissant comparé aux 1 800 groupes rebelles regroupés en 37 coalitions[79] ; mais cela reste insuffisant à l'échelle de l'ensemble de la Syrie.

Bien que le PYD ait obtenu de loin le leadership dans les populations kurdes, les Kurdes restent organisés en au moins 16 partis. Certains sont même des combattants de l'État islamique. Il y aussi le Front islamique kurde dans la coalition du Front islamique, réputé pour son intégrisme, évidemment ennemi du PYD. En politique intérieure, les dissensions adviennent surtout avec le PDK qui jusqu'à présent n'a pas réussi son œuvre de déstabilisation du Rojava. Par ailleurs, le PYD n'est pas totalement homogène. La plus grande division porterait sur le comportement à adopter vis-à-vis de la rébellion. La question est épineuse puisque la rébellion est composée en grande partie de bandits, à l'image du Front révolutionnaire syrien (FRS), d'islamistes radicaux et de djihadistes.

Enfin, l'un des problèmes majeurs que le Rojava doit affronter est son isolement avec le reste du monde.

Les travers politiques du PYD

Le culte de la personnalité envers Öcalan persiste. Pendant longtemps, son « marxisme » a été parfois primaire, typique des vieux poncifs staliniens : il déclarait ainsi dans années 1990 lors d'une interview au *Figaro* : « *Mao Zédong et Ho*

Chi Minh ont réussi parce que les Chinois et les Vietnamiens sont de grands peuples, qui ont leur histoire, leur culture et leurs structures sociales. À nous, l'ennemi ne nous a pas laissé cette chance. 90% des Kurdes ont perdu leur personnalité. Ils se sont laissés assimiler. En plus, les Kurdes sont très arriérés. Ils sont plus arriérés que certains Africains ou que certains Peaux-Rouges d'Amérique. »[80] Cependant, Öcalan a consacré sa vie à la lutte pour la libération du peuple kurde. Pour cela, il a subi de plein fouet répression et injustice de la part de l'État turc et de ses alliés occidentaux. De plus, depuis le début des années 2000, il a proposé une orientation originale, le « confédéralisme démocratique ». C'est quelqu'un d'important dans le Moyen-Orient et sa popularité est très grande parmi les Kurdes. Cela implique-t-il qu'il faille mettre ses portraits au-dessus des YPG lorsqu'ils sont en train de jurer de protéger le Rojava ?[81] Le PKK l'a érigé au rang de « prophète » du peuple kurde annonçant sa libération imminente, avec pour credo « démocratie, socialisme, écologie et féminisme ». L'idolâtrie mène à l'aveuglement et l'aveuglement à l'échec. L'histoire des mouvements ouvriers et populaires au XXe siècle ne l'a que trop montré.

Le nationalisme à outrance dont le PYD fait preuve constitue un problème majeur. Certes, le PYD appelle régulièrement à la formation d'une grande confédération moyen-orientale devant fédérer les peuples qui le composent dans le « confédéralisme démocratique » : c'est en partie progressiste. Notons également que le PYD/PKK soutient le peuple palestinien. Il dénonce avec véhémence la politique d'Israël[82]. Il identifie le peuple palestinien au peuple kurde car c'est lui aussi un peuple sans État[83]. Cependant, il y une grande confusion entre la lutte de libération nationale du peuple kurde, qui est incontestablement légitime, et un nationalisme kurde exacerbé. Ceci brouille ses lignes d'analyse – et ce alors même que le projet de « confédéralisme démocratique » est officiellement contre le nationalisme. Le PYD et le PKK ont tendance à raisonner principalement en termes de « kurdité »[84]. Non seulement les appels du PYD, adressés aux importantes diasporas kurdes françaises et allemandes, à venir prendre les armes au Rojava pour résister à l'État islamique sont aussi toujours accompagnés d'une propagande nationaliste[85]. Mais surtout le PYD s'adresse au PDK en appelant à l'unité contre l'État islamique, prônant « l'intérêt national », le plaçant au-delà de toute autre considération politique et notamment au-dessus de la lutte de classe.

Comment en appeler à « l'intérêt national » avec le PDK pro-impérialiste, même après que les forces de ce parti se soient retirées des zones kurdes yézidies, en les abandonnant volontairement aux massacres ? En effet, en juin, la ville de Sinjar avait vu sous ses yeux se dérouler une tragédie humaine : les Peshmergas du PDK avaient reçu l'ordre de se retirer, le PDK prétextant de maigres pertes, 14 morts, abandonnant la population à majorité yézidie de la région à une mort certaine. Des dizaines de milliers de personnes avaient fui vers les montagnes dans l'espoir d'y trouver refuge. Dans la chaleur écrasante de l'été, des enfants et des vieillards mouraient de soif dans les montagnes, quand ce n'étaient pas les escadrons de la mort de Daech qui les massacraient[86]. Les YPG estiment que Daech avait déjà massacré plus de 3 000

Yézidis et en avait enlevé plus de 5 000[87]. Or aucune mesure d'évacuation des populations n'avait été mise en place au départ des Peshmergas du PDK. De plus, Sinjar est un endroit stratégique[88], cela a permis à l'État islamique d'attaquer de flanc du Rojava depuis l'Irak. En juillet, ce sont les YPG et le PKK qui ont établi un corridor humanitaire pour évacuer les réfugiés vers d'autre zones du Kurdistan. Ils ont également pénétré dans la ville de Sinjar et on pris la ville frontière Rabia après d'intenses combats qui ont déjà fait des centaines de morts.[89] Mais le plus impressionnant est qu'ils ont commencé à armer les populations et à former des milices d'auto-défense. Le camp de Maxmur à 50 km au sud d'Erbil a vu venir les guérilleros du PKK de Turquie. À leur arrivée, ils ont armé des centaines de gens du camp en préparation de l'assaut de Daesh[90]. À Sinjar, une nouvelle unité des YPG a vu grossir ses rangs à une vitesse saisissante[91]. Sans cela, toutes ces populations auraient été livrées en offrande à Daesh par le PDK. La décision du PDK et des Peshmergas de se retirer était criminelle[92] : après cela, en appeler à l'« unité nationale » avec eux est injustifiable !

De manière générale, le PYD mène une politique réformiste. Depuis la fin du stalinisme, il suit sa propre voie, intéressante par ses aspects démocratiques, comme la promotion du droit des femmes, la participation de la population aux assemblées locales du Rojava, etc. ; mais toute politique réformiste limite les potentialités du processus révolutionnaire. Malgré les élemetns de participation populaire au niveau local, la propriété privée continue de régner, et pas seulement la petite propriété puisque les affaires des patrons et propriétaires kurdes continuent. Cela réveille une fois de plus le vieux débat entre réformisme et révolution. Alors qu'il est dans la position de pouvoir mettre fin à la propriété privée des principaux moyens de production au Rojava, le PYD ne le fait pas. Cela montre bien qu'il a fait le choix délibéré de rester dans une société capitaliste même s'il dit aller vers le socialisme. Le PYD reste ainsi fidèle à la ligne stalinienne de la révolution par étapes : d'abord la révolution démocratique, puis le passage au socialisme. La co-gestion d'une usine de cimenterie avec le groupe Larfarge en est un exemple cinglant, les YPG assurant la garde de l'usine[93]. Il serait important que le PYD s'explique sur cette « pratique ».

C'est pourquoi, tout en soutenant les acquis du Rojava et tous les points positifs de la direction assurée aujourd'hui par le PYD, ainsi bien sûr que la résistance militaire des Kurdes aux djihadistes et à Daesh, il faut que les communistes révolutionnaires du Kurdistan se rassemblent dans une organisation indépendante, pour aider les masses à aller jusqu'au bout du processus ouvert, selon la logique de la révolution permanente.

Soutien à la lutte héroïque du Rojava !

Nous ne pouvons en aucun cas prévoir ce qui va se dérouler désormais, mais il est de l'intérêt des opprimé-e-s et exploité-e-s du monde entier que ce processus révolutionnaire puisse survivre, s'approfondir et s'étendre. Au moment où nous écrivons ce texte, les Kurdes de Kobani ont réussi à repousser héroïquement la grande

offensive de l'État islamique. Celui-ci avait déjà conduit 300 000 réfugié-e-s kurdes à franchir la frontière turque. Il n'a pas hésité à utiliser des armes chimiques[94]. Les YPG/YPJ se sont battus de toutes leurs forces contre la machine de guerre de l'Etat islamique armé et équipé d'armement issu de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Cette guerre se poursuit à la fois à Kobani, dans le canton de Cizire, désormais aussi aux alentours du canton d'Efrin (avec une attaque du Front Al Nosra) et dans la région irakienne de Sinjar. Daech met toute sa force dans la bataille. L'enjeu est majeur. Il nous faut soutenir le Rojava, lancer une campagne internationale sur les orientations suivantes :

- Soutien à la résistance militaire et au processus révolutionnaire du Rojava !
- Solidarité concrète avec le PKK et le PYD : le mouvement ouvrier doit leur apporter une aide matérielle dans la guerre !
- Non à l'inscription du PKK sur la listes des organisations terroristes !
- Droit des Kurdes à disposer d'eux/elles-mêmes et droit à fonder un État kurde indépendant sur tout le territoire du Kurdistan (Syrie, Turquie, Irak, Iran).
- Pour l'approfondissement et l'extension du processus révolutionnaire au et à partir du Kurdistan syrien.
- Pour une confédération communiste, révolutionnaire et autogestionnaire au Moyen-Orient, respectant les droits de toutes les minorités ethniques et religieuses.
- Aucun soutien à l'intervention de notre impérialisme, qui n'intervient jamais pour le droit des peuples, la démocratie et la paix, mais toujours pour préserver ses intérêts contre les peuples et contre le prolétariat.
- En France, campagne de dénonciation des arrestations arbitraires de plus de 200 Kurdes. À bas la politique de répression sans précédent du gouvernement français, en associant avec l'État turc, contre tou-te-s celles/ceux qui sont susceptibles d'être affilié-e-s au PKK.
- Que justice soit rendue après l'assassinat des 3 femmes kurdes à Paris, dont une fondatrice du PKK, en 2013.

---

[1] https://fr.wikipedia.org/wiki/Yézidisme

[2] https://fr.wikipedia.org/wiki/Mèdes

[3] http://www.histoiredumonde.net/Medes.html

[4] https://fr.wikipedia.org/wiki/Ayyoubides

[5] https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_peuple_kurde

[6] *Ibidem.*

[7] https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_d'indépendance_turque

[8] https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_peuple_kurde

[9] https://fr.wikipedia.org/wiki/Abdullah_Öcalan#cite_note-4

[10] http://www.arte.tv/fr/turquie-pkk-la-drole-de-treve/7638854,CmC=7638860.html

[11] http://archivescommunistes.chez-alice.fr/nac-fs/fs20.html

[12] https://en.wikipedia.org/wiki/Iran%E2%80%93PJAK_conflict

[13] http://www.actukurde.fr/actualites/638/turquie-les-kurdes-remportent-plus--e-100-mairies.html

[14] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/410810?from=1323609857

[15] http://en.firatajans.com/news/news/kck-warns-turkey-over-support-for-isis.htm

[16] https://en.wikipedia.org/wiki/Group_of_Communities_in_Kurdistan

[17] http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/07/15/97001-20140715FILWWW00179-sy-ie-des-kurdes-affluent-de-turquie.php

[18] https://fr.wikipedia.org/wiki/Anfal

[19] http://www.liberation.fr/evenement/1996/09/11/massoud-barzani-allie-de-ba-dad-proclame-une-amnistie-les-allies-de-saddam-controlent-le-kurdistan_183057

[20] https://en.wikipedia.org/wiki/Peshmerga

[21] https://www.youtube.com/watch?v=SWaKHCLYONc dessous des cartes sur le Kurdistan

[22] https://fr.wikipedia.org/wiki/Insurrection_irakienne_(post-retrait_américain)#mediaviewer/Fichier:Iraq_war_map.png

[23] http://www.libe.ma/Des-obstacles-face-aux-reves-d-independance-des--urdes-en-Irak_a51996.html

[24] https://www.youtube.com/watch?v=_-hHEayx2eU dessous des cartes

[25] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/411190?from=1923065108

[26] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/410689?page=5&from=1923065108

[27] https://www.youtube.com/watch?v=XZutfad9T_8

[28] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/411190?from=1923065108

[29] http://www.actukurde.fr/actualites/479/des-groupes-lies-a-lasl-enlevent-plu--de-700-civils-kurdes.html

[30] https://en.wikipedia.org/wiki/Jabhat_al-Akrad

[31] http://the-arab-chronicle.com/syriac-military-council-conseil-syriaque-syrie/

[32] http://www.actukurde.fr/actualites/393/syrie-crise-humanitaire-et-la-politique--isant-a-affamer-les-kurdes.html

[33] http://www.actukurde.fr/actualites/508/les-kurdes-ont-pris-le-contrle-total-du-e-ville-chassant-lal-qaida.html

[34] http://www.actukurde.fr/actualites/563/actualite-du-jour-au-kurdistan-et-en-turquie.html

[35] https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernorat_d%27Hassaé

[36] http://www.actukurde.fr/actualites/607/syrie-les-kurdes-ont-pris-5-villes-6-districts-et-plus-de-120-villages.html

[37] http://www.actukurde.fr/actualites/473/syrie-60-du-petrole-sous-contr-e-des-kurdes.html

[38] http://www.actukurde.fr/actualites/604/kurdistan-syrien-un-lourd-bilan-pour-a--qaida-en-2013.html

[39] https://www.youtube.com/watch?v=vy5JAQoHKZc&list=UUyppqLE1BTkSxcpJY0XK4VA

[40] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/415716?from=1923065108

[41] http://www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2013/Dec-27/242372-kurdish-militia-has-35000-fighters-spokesman.ashx#axzz2oNa3sbT8

[42] http://www.rtbf.be/info/monde/detail_syrie-ces-combattantes-kurdes-qui-gagnnt-la-guerre-contre-les-djihadistes?id=8077385

[43] http://www.actukurde.fr/actualites/537/kurdistan-syrien-lypg-a-forme-un-bat-illon-arabe.html?

[44] http://the-arab-chronicle.com/front-islamique-victoire-kurdes-tal-hamis/#

[45] http://www.actukurde.fr/actualites/628/syrie-une-ville-antique-et-17-villages--ris-par-des-kurdes.html

[46] http://orientxxi.info/magazine/le-cavalier-seul-des-kurdes-de,0553

[47] https://www.youtube.com/watch?v=EMeVy6wAjv4&list=UUyppqLE1BTkSxcpJY0XK4VA

[48] http://www.ekurd.net/mismas/articles/misc2013/12/syriakurd983.pdf

[49] http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/syria0614_kurds_ForUpload.pdf

[50] http://www.actukurde.fr/actualites/619/les-kurdes-syriens-ont-declare-leur-premier-canton-autonome.html

[51] http://www.actukurde.fr/actualites/610/le-kurdistan-syrien-adopte-sa-constitution-democratique.html

[52] http://fr.wikipedia.org/wiki/Marinaleda

[53] http://en.firatajans.com/news/features/rojava-s-economic-model-is-a-communal-model.htm

[54] http://www.actukurde.fr/actualites/657/le-kurdistan-syrien-fait-sa-revolution-agricole.html

[55] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/411190?from=1923065108

[56] http://www.actukurde.fr/actualites/574/revolution-feminine-au-kurdistan-de-syrie.html

[57] http://www.tdg.ch/monde/L-armee-kurde-demobilise-les-enfantssoldts-en-Syrie/story/16066414 ; http://www.institutkurde.org/info/depeches/demobilisation-d-enfants-soldats-kurdes-de-syrie-apres-l-action-d-une-ong-4908.html

[58] https://www.youtube.com/watch?v=CG01TnpvD4Q

[59] https://www.youtube.com/watch?v=Z6f6AoZme8E&list=UUyppqLE1BTkSxcpJY0XK4VA

[60] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/380770?page=3&from=4132442070

[61] http://www.kurdishinstitute.be/bulletin-pyd-les-attaques-de-leiil-sur-le-kurdistan/

[62] http://www.actukurde.fr/actualites/541/la-revolution-kurde-sous-lembrgo-international.html

[63] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/411190?from=1923065108

[64] http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/syria0614_kurds_ForUpload.pdf

[65] http://droitsdelhommeetducitoyen.blog.youphil.com/archive/2014/06/23/syrie-violation-des-droits-de-l-homme-dans-les-zones-kurdes-4085.html ; http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/07/14/la-clandestinite-gage-de-survie-des-opposants-des-activistes-et-de-la-revolution-en-syrie/

[66] http://en.wikipedia.org/wiki/Criticism_of_Human_Rights_Watch

[67] http://fr.scribd.com/doc/181997376/Le-journalisme-en-Syrie-une-mission-impossible

[68] http://fr.rsf.org/syrie-le-rojava-ou-comment-le-pyd-entend-01-05-2014,46220.html

[69] http://fr.rsf.org/represailles-du-pdk-contre-des-04-06-2014,46392.html

[70] http://vimeo.com/51534810

[71] http://www.vice.com/vice-news/rojava-syrias-unknown-war

[72] http://www.slate.fr/story/67905/kurdes-syrie ; http://www.france24.com/fr/20130417-kurdes-syrie-minorite-pyd-pkk-alep-cheikh-maqsoud-jeu-trouble/

[73] http://www.lapresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/syrie/201303/31/01-4636318-alep-secoue-par-les-combats.php

[74] https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_civile_syrienne#mediaviewer/Fichier:Syrian_war_map_11_7_14.png

[75] https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_civile_syrienne

[76] https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_civile_syrienne#mediaviewer/Fichier:The_Situation_in_Hasakah.svg

[77] http://www.hurriyetdailynews.com/chp-lawmakers-accuse-turkish-governmet-of-protecting-isil-and-al-nusra-militants.aspx?pageID=238&nID=67750&NewsCatID=338

[78] http://www.actukurde.fr/actualites/546/les-evolutions-politiques-au-kurditan-occidental.html

[79] http://the-arab-chronicle.com/exclusive-18-syrian-revolutionary-factions-advancing-toward-one-army-project/

[80] http://archivescommunistes.chez-alice.fr/nac-fs/fs20.html

[81] https://www.youtube.com/watch?v=xvHn3GyY2g0

[82] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/413940?page=1&key=489dc7b4dad0e25a7d2ff2aff663e204

[83] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/412571?page=5&from=314584322

[84] http://www.actukurde.fr/actualites/580/moyen-orient-les-kurdes-ont-une--arte-a-jouer.html

[85] http://en.firatajans.com/news/news/kck-everyone-must-mobilise-for-kobane.htm

[86] http://en.firatajans.com/news/news/sinjar-refugees-if-it-wasn-t-for-the-guerrillas.htm

[87] http://www.actukurde.fr/actualites/670/des-milliers-de-kurdes-yezidis-massacres.html

[88] http://en.firatajans.com/news/news/why-is-sinjar-important.htm

[89] http://www.actukurde.fr/actualites/667/la-ville-de-rabia-prise-par-des-kurdes-syriens-le-pkk-entre-en-irak.html

[90] http://www.actukurde.fr/actualites/668/les-combattants-du-pkk-arrivent-a-erbil.html

[91] http://en.firatajans.com/news/news/700-yezidi-refugees-in-rojava-join-ypg-ranks.htm

[92] Si le PDK s'était retiré de la zone, c'était probablement pour obtenir le soutien américain. Les Peshmergas connaissent une crise financière (http://www.lanouvellerepublique.fr/Toute-zone/Actualite/2--Heures/n/Contenus/Articles/2014/08/05/Irak-les-forces-kurdes-a-leur-tour-en-difficulte-face-aux-jihadistes-2005801) ; en effet, le soutien américain envers l'Irak profite essentiellement à Bagdad. Au même moment que ce repli, une délégation du PDK négociait activement avec Washington un soutien militaire et financier (http://www.rfi.fr/europe/20140803-irak-etat-islamique-prend-sinjar-combattants-kurdes). Cela laisse à penser : soit les États-Unis avaient demandé aux Kurdes de se retirer de certaines régions en échange d'un soutien, soit le PDK cherchait à provoquer un massacre de Kurdes par Daesh dans l'objectif d'obtenir plus de soutien américain. Ce dernier point semble être confirmé par le fait que les zones abandonnées sont à majorité yézidies ou chrétiennes (http://www.lefigaro.fr/international/2014/08/07/01003-20140807ARTFIG00119-la-plus-grande-ville-chretienne-d-irak-tombe-aux-mains-des-djihadistes.php)

[93] http://www.lefigaro.fr/societes/2014/09/25/20005-20140925ARTFIG00158-une-usine-lafarge-aux-mains-de-daesh-en-syrie.php

[94] http://www.diclehaber.com/en/news/content/view/410969?page=4&from=1923065108

Raphaël Lebrujah, le 14 décembre 2014